|  |  |
| --- | --- |
| Département du BAS-RHIN | COMMUNE DE WINDSTEIN |
|  | **----------------------------** |
| Arrondissement de HAGUENAU | **Extrait du procès-verbal**  |
|  | **des délibérations du Conseil Municipal** |
| Nombre des conseillers élus : **11** | ---------------------------- |
|  |  |
| Conseillers en fonction :  **11** | **Séance du 4 juin 2018** |
| Conseillers présents **: 11** |  Sous la présidence de M. ISEL André, Maire |

 Le Conseil Municipal a été convoqué en date du 28 mai 2018

**Membres présents** : Mesdames BIEBER Martine, METZ Nicole,

 Messieurs BALL Patrick, BERTIN Luc, ISENMANN Christian, LOUX

 Jean- Claude, MUNSCH Christian, OMPHALIUS Steeve, PFEIFFER

 Romuald, STEINER Christian.

Madame Nicole METZ a été nommée secrétaire de séance.

Avant l'ouverture de la séance, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal d'ajouter un point à l'ordre du jour :

- Adoption du plan de financement - réhabilitation du logement communal 7 rue de l'école

Adopté à l'unanimité

***Objet N° 1* ) *Adoption du compte rendu de la dernière réunion***

Mis aux voix, le procès-verbal en date du 9 avril 2018 est adopté à l’unanimité

***Objet : N°2) Mise en conformité RGPD – Règlement Général sur la Protection des Données***

Monsieur le Maire expose le point :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriales ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relatives à l’information, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 2005 pris pour l’application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004 ;

Vu le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, entrant en application le 25 mai 2018 (dit Règlement Général sur la Protection des Données, soit « RGPD ») ;

Le règlement européen 2016/679 dit «  RGPD » entre en vigueur le 25 mai 2018. Il apporte de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend **obligatoire** leur application. En effet, le non-respect de ces nouvelles obligations entraine des **sanctions lourdes** (amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 000 000€) conformément aux articles 83 et 84 du RGPD.

Au regard du volume important de ces nouvelles obligations légales imposées et de l’inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec la CDG67 présente un intérêt pour la collectivité favorisant le respect de la réglementation à mettre en œuvre.

La CDG67 propose, en conséquence, des ressources mutualisées ainsi que la mise à disposition de son Délégué à la Protection des Données (DPD). Il peut donc accéder à la demande d’accompagnement de la collectivité désireuse d’accomplir ces formalités obligatoires.

La convention du CDG67 a pour objet la mise à disposition de moyens humains et matériels au profit de la collectivité cosignataire. Elle a pour finalité la Maîtrise des risques liés au traitement des données personnelles, risques autant juridiques et financiers pour la collectivité et les sous-traitants, que risque de préjudice moral pour les individus.

Il s’agit de confier au CDG67 une mission d’accompagnement dans la mise en conformité des traitements à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 et au RGPD.

Cette mission comprend les cinq étapes suivantes, dans lesquelles le DPD mis à disposition de la collectivité réalise les opérations suivantes :

1. **Documentation et information**
* fourniture à la collectivité d’un accès à une base documentaire comprenant toutes les informations utiles à la compréhension des obligations mises en place par le RGPD et leurs enjeux ;
* organisation des réunions d’informations auxquelles seront invités les représentants de la collectivité ;
1. **Questionnaire d’audit et diagnostic**
* fourniture à la collectivité d’un questionnaire qu’elle aura à remplir visant à identifier ses traitements de données à caractère personnel actuellement en place ou à venir, ainsi que diverses informations précises et indispensables au bon fonctionnement de la mission ;
* mise à disposition de la collectivité du registre des traitements selon les modèles officiels requis par le RGPD et créé à partir des informations du questionnaire ;
* communication des conseils et des préconisations relatives à la mise en conformité des traitements listés ;
1. **Etude d’impact et mise en conformité des procédures**
* réalisation d’une étude d’impact sur les données à caractère personnel provenant des traitements utilisés par la collectivité ;
* production d’une analyse des risques incluant leur cotation selon plusieurs critères ainsi que des propositions de solutions pour limiter ces risques ;
* fourniture des modèles de procédures en adéquation avec les normes RGPD (contrat type avec les sous-traitants, procédure en cas de violation de données personnelles...) ;
1. **Plan d’action**
* Etablissement un plan d’action synthétisant et priorisant les actions proposées ;
1. **Bilan annuel**
* Production chaque année d’un bilan relatif à l’évolution de la mise en conformité ;

Les obligations réciproques figurent dans la convention proposée par le CDG67

La convention proposée court à dater de sa signature jusqu’au 31 décembre 2021

Les tarifs des prestations assurées par le CDG67 sont les suivants : 600 € par jour,

300 € par demi-journée et 100 € par heure

1) documentation/ information ;

2) questionnaire d’audit et de diagnostic et établissement du registre des traitements / requêtes ;

3) études d’impact et mise en conformité des procédures ;

4) établissement du plan d’actions de la collectivité et bilans annuels.

Il est proposé à l’Assemblée d’autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention avec la CDG67, la lettre de mission du DPO, et tous actes y afférent.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, et à l’unanimité**

**autorise**

**- à désigner le DPD mis à disposition par la CDG par la voie d’une lettre de mission ;**

**- à signer la convention avec le Centre de Gestion du Bas-Rhin pour la mise à disposition du DPD du Centre de Gestion du Bas-Rhin et la réalisation de la démarche de mise en conformité avec le RGPD et ses avenants subséquents.**

***Objet : N°3) Adhésion au groupement de commandes proposé par le Centre de la gestion du Bas-Rhin pour la reliure des registres d’actes administratifs et de l’état civil***

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l’ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les collectivités et établissements publics ont l’obligation de faire relier les délibérations du Conseil municipal, ainsi que les arrêtés et décisions du maire ; cette reliure doit répondre à certaines exigences techniques, précisées dans la circulaire interministérielle du 14 décembre 2010 sur la tenue des registres des communes et de certains de leurs groupements.

Les actes d’état civil doivent également être reliés, suivant l’instruction générale relative à l’état civil du 11 mai 1999.

En vue de simplifier les démarches et de garantir des prestations de qualité, à des coûts adaptés, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin a décidé de constituer un groupement de commandes pour la réalisation de reliures cousues des registres,

La convention constitutive du groupement de commandes prévoit les rôles et responsabilités du coordonnateur et des membres du groupement. Le Centre de gestion, en tant que coordonnateur du groupement, a pour mission la préparation et la passation du marché public ; la commission d’appel d’offres compétente est celle du Centre de gestion.

Les prix appliqués seront fixés dans le marché de services. La convention constitutive du groupement prévoit également que les frais liés à l’établissement du dossier de consultation, à la procédure de désignation du titulaire du marché et les autres frais éventuels de fonctionnement liés à la passation et au suivi de l’exécution du marché et les autres frais éventuels de fonctionnement liés à la passation et au suivi de l’exécution du marché sont supportés forfaitairement par chaque membre du groupement. Une demande de remboursement sera adressée aux membres du groupement par le coordonnateur.

Considérant l’intérêt pour la collectivité d’adhérer à ce groupement de commandes,

**Sur proposition du Maire et après délibération, le Conseil municipal**

**décide**

**- d’adhérer au groupement de commandes pour la reliure des registres d’actes administratifs et de l’état civil ;**

**approuve**

**- la convention constitutive du groupement de commandes désignant le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin, coordonnateur du groupement et l’habillant à signer, notifier et exécuter les marchés selon les modalités fixées dans cette convention ;**

**autorise**

**- le Maire à signer le bulletin d’adhésion au groupement de commande ainsi qu’à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.**

***Objet N° 4* ) *Attribution des marchés de travaux concernant la réhabilitation du logement communal 7 rue de l'école***

Monsieur le Maire rappelle qu'un marché de travaux concernant la réhabilitation du logement communal 7 rue de l'école a été lancé sous la forme d'une procédure adaptée. Cette consultation a été lancée le 23 avril 2018 pour une remise des offres le 28 mai 2018 à 18 heures.

La consultation comprend 17 lots répartis comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Désignation des lots | Intitulé des lots |
| 1 | Assainissement - aménagements extérieurs |
| 2 | Démolition - gros œuvre |
| 3 | Charpente |
| 4 | Couverture |
| 5 | Enduit extérieur |
| 6 | Menuiseries extérieures bois |
| 7 | Electricité - VMC |
| 8 | Chauffage - sanitaire |
| 9 | Cloisons - plafonds |
| 10 | Chape |
| 11 | Menuiseries intérieures |
| 12 | Escalier bois |
| 13 | Revêtement de sol - parquet |
| 14 | Carrelage |
| 15 | Peinture |
| 16 | Serrurerie |
| 17 | Equipement de cuisine |

Les membres de la commission d'appel d'offre se sont réunis le 28 mai 2018 à 18 heures afin de procéder au choix de la meilleure offre au regard des critères de sélection.

Après présentation du rapport d'analyse des offres, Monsieur le Maire propose de retenir les entreprises suivantes :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignation des lots | Intitulé des lots | Entreprises retenues | Montant en € HT |
| 1 | Assainissement - aménagements extérieurs | SOTRAVEST | **33 839.05** |
| 2 | Démolition - gros œuvre | SOTRAVEST | **28 615.21** |
| 3 | Charpente | CRI GASSER | **12 317.30** |
| 4 | Couverture | COREBAT | **22 687.85** |
| 5 | Enduit extérieur | CREPISTYLE | **8 430.00** |
| 6 | Menuiseries extérieures bois | ZIMMERMANN ET FILS | **13 337.00** |
| 7 | Electricité - VMC | WACKERMANN | **10 271.00** |
| 8 | Chauffage - sanitaire | TBS CHAUFFAGE SANITAIRE | **23 669.00** |
| 9 | Cloisons - plafonds | EBERT | **27 399.50** |
| 10 | Chape | BECK | **1 650.82** |
| 11 | Menuiseries intérieures | ZIMMERMANN ET FILS | **2 231.00** |
| 12 | Escalier bois | BERNHARDT | **3 690.18** |
| 13 | Revêtement de sol - parquet | LB COLORS | **1 455.00** |
| 14 | Carrelage | WINDSTEIN | **7 621.90** |
| 15 | Peinture | LB COLORS | **4 832.05** |
| 16 | Serrurerie | WILLEM | **1 146.25** |
| 17 | Equipement de cuisine | ZIMMERMANN ET FILS | **3 273.00** |
|  |  |  | **206 466.11** |

**Le Conseil Municipal, après délibération, et à l’unanimité, sauf pour le lot 8, à la majorité moins une voix (Patrick BALL sort et ne participe pas au vote) et pour les lots 13 et 15, à la majorité moins une voix (Luc BERTIN sort et ne participe pas au vote)**

**décide**

* **de retenir les propositions énumérées dans le tableau comme ci-dessus**

**autorise**

* **Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la passation des marchés**

**dit**

* **que les crédits sont inscrits au budget**

***Objet N° 5* ) *Adoption du plan de financement - réhabilitation du logement communal 7 rue de l'école***

Monsieur le Maire propose le plan de financement des travaux pour le projet de réhabilitation du logement communal comme suit :

**DEPENSES - TRAVAUX**

|  |  |
| --- | --- |
| **Désignation** | **Montant HT en €** |
| Honoraires - architecte | 21 000.00 |
| BEC - mission étude des fluides | 3 050.00 |
| LM - mission étude des structures | 2 200.00 |
| Mission SPS - diagnostic amiante | 600.00 |
| Insertion DNA - appel d'offres | 513.24 |
| Montant des travaux après appel d'offres | 206 466.11 |
| Total | **233 829.35** |

**RESSOURCES - AIDES ET AUTO FINANCEMENT**

|  |  |
| --- | --- |
| **Désignation** | **Montant HT en €** |
| Conseil RégionalCLIMAXION :  | 33 408.00 |
|  |  |
| Conseil GénéralTaux Modulé 29 % :  | 67 810.51 |
| Fonds propres COMMUNE | 132 610.84 |
| Total | **233 829.35** |

**Le Conseil Municipal, après délibération, et à l’unanimité,**

**approuve**

**- le plan de financement établi comme ci-dessus**

***Objet N°6* ) *Divers et communications***

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal du point suivant :

- la mise à disposition d'un autocollant pour le "stop pub" qui sera fournie par la commune et disponible en mairie courant juin,

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt-une heures 30 minutes.

 Fait à Windstein, le 7 juin 2018

Le Maire,

 **André ISEL**